

Patrimoine Industriel



N° 14 — AVRIL 1989

BULLETIN PERIODIQUE DE L'A.S.B.L «PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES»



Sommaire

Articles et notes

L. BAGUET: *La pierre d'Ecaussinnes et la sculpture* 1

Notes 12

Publications 20

Classement 28

Informations et agenda 29

T.I.C.C.I.H. Belgium 36

Vie de l'association 37

N'OUBLIEZ PAS VOTRE COTISATION: VOIR AU DOS DE LA COUVERTURE

La pierre d'Ecaussinnes et la sculpture

Dans le bassin de petit granit du Hainaut, on a taillé la pierre pendant des siècles. Cette pierre bleue dite aussi pierre d'Ecaussinnes ou mieux maintenant «encrinite des Ecaussinnes» qui est, comme on le sait, un calcaire de l'étage Tournaisien du Carbonifère, se prête admirablement à la ciselure, à la mouluration et à la sculpture. A Ecaussinnes même — seule localité envisagée dans cet article — nous avons pu suivre l'évolution des carrières depuis le XV^e siècle et la diffusion de leurs produits.

Mais, si nous pouvons distinguer dans le travail de ce matériau les tailleurs de pierre, les sculpteurs et les statuaires, en ne retenant toutefois ici que les deux dernières catégories, nous devons reconnaître et déplorer que peu d'études ou de recherches ont été faites à leur sujet. Pourtant, la qualité et la finesse de leurs travaux ont fait, de tout temps, la richesse et la renommée de notre région et mériteraient certainement plus qu'un coup d'œil ou qu'une tranquille indifférence.

La sculpture, c'est l'art de tailler pour reproduire une œuvre d'art; mais quand on parle de sculpteur, il faut distinguer celui qui travaille les matières dures en forme d'objets ou d'ornements, le «Sculptor» des Romains, et le statuaire, le «statuarius», qui modèle avec des matières molles des figures destinées soit à être coulées en bronze ou simplement en plâtre, soit à être durcies au feu ou par un autre procédé, pour être reproduite par lui en une matière dure, telle que le marbre, la pierre ou le bois.

Il suffit d'être un habile ouvrier pour être sculpteur. Si, de nos jours, la plupart d'entre eux ont suivi des cours dans une école industrielle, ils étaient formés autrefois par des «maîtres sculpteurs» dont ils étaient les compagnons. Artisans ou ouvriers dans une carrière ou un chantier de taille, leurs ouvrages se rencontrent partout dans les cimetières, les églises (autels, chaires, fonts baptismaux, tombeaux, cénotaphes, pierres tombales) les maisons, balcons et terrasses (cheminées, balustrades, vases, colonnettes). Certains se sont installés hors de nos frontières et ont ainsi fait connaître leur art en même temps que notre pierre à l'étranger.

Du discours prononcé par le Comte Adrien van der Burch à l'occasion d'une «Exposition d'œuvres d'artisans de la pierre» en son châ-

teau d'Ecaussinnes-Lalaing en 1934, nous extrayons les passages suivants :

«Mais à côté des travaux architecturaux, il n'est pas possible de passer sous silence les innombrables productions sorties de nos ateliers.

Pierres tombales avec gisants armoriés, cheminées monumentales, autels, cuves baptismales, bénitiers, corbeaux et consoles s'en iront orner et meubler nos églises, nos maisons seigneuriales. Et il serait intéressant d'y ajouter quantité d'objets courants aujourd'hui hélas disparus : mesures à grains et à liquides, mortiers de ménage ou industriels ; produits sortis de la main d'humbles artisans peut-être, mais qui ne contribuèrent pas moins à étendre la renommée de la région. Faut-il citer encore l'exécution des boulets en pierre pour montrer à quel point cette industrie était complexe et variée».

Et plus loin :

«Les innombrables cheminées qu'abrite le Château d'Ecaussinnes-Lalaing (n.d.l.r. dernier quart du XV^e s.) ne sont-elles pas la preuve que nos imagiers locaux n'avaient rien à envier à nos centres d'art de la même époque» (1).

Il y eut donc de nombreux sculpteurs aux Ecaussinnes. Malheureusement, leurs œuvres ne portent pas de signature, parfois seulement le nom publicitaire d'une carrière ou d'un chantier de taille. L'identification de leur auteur est, de ce fait, impossible, d'autant plus que l'exécution des œuvres importantes était souvent collective.

On rencontre dans les registres paroissiaux et ceux de l'Etat civil la qualification de «sculpteur» ; là, on a le nom, mais on n'a pas les œuvres ! Cependant, certaines de celles-ci portent des initiales ; dans ce cas, il y a moyen, nous semble-t-il, de découvrir leurs auteurs.

D'autres, enfin, ont exposé les fruits de leurs loisirs : services à liqueur, à thé, à café, coupes diverses, plateaux, presse-papiers, anneaux entrelacés, «atomium» en réduction, etc... autant d'œuvres qui témoignent d'une grande habileté et dans la confection desquelles un malheureux coup de ciseau peut ruiner le résultat de très nombreuses heures de travail. Ces sculptures-là et leurs auteurs mériteraient aussi qu'on s'y attarde un peu.

Mais cette pierre de chez nous, roche sédimentaire formée de couches plus ou moins épaisses, atteignant jusqu'à 5 mètres de hauteur dans ce que l'on appelle le «gros banc», a permis aussi d'exécuter des œuvres très importantes. Les statuaires, bien entendu, en ont largement profité.

S'il suffit, comme nous venons de le voir, d'être un habile ouvrier pour être sculpteur, on ne peut être statuaire sans être artiste. Ils sont

donc beaucoup plus rares (2). Les figures qu'ils créent, qu'elles soient humaines ou d'animaux, peuvent être exécutées en bas-relief, demi-relief, haut-relief, suivant l'épaisseur dont elles ressortent du fond, et en plein-relief ou ronde-bosse quand elles sont isolées et que l'œil peut en faire le tour; ce sont les statues quand ces figures sont entières, les bustes quand elles représentent uniquement la partie supérieure du corps, les hermès qui sont des bustes se terminant dans le bas par un pilier quelconque. Enfin, la réunion de plusieurs statues participant à une action commune s'appelle groupe.

Il y a eu des statuaires dans tous les temps; encore faut-il pouvoir identifier leurs œuvres qui ne sont pas toujours signées. Un bel exemple est le mausolée remarquable de Michel de Croy en petit granit d'Ecaussinnes, sauf le dessus, où ce personnage est représenté couché, qui est en marbre noir. Michel de Croy, époux d'Isabeau de Rotzelaer, mourut septuagénaire en 1516, sans génération. Son mausolée fut érigé dans l'église d'Ecaussinnes-Lalaing par son neveu, Charles de Croy, parrain de Charles-Quint. Le dais du sarcophage qui mesure 2 mètres de long, 1 m 05 de large et 1 m 02 de haut, est finement sculpté : sur la face antérieure, figure l'archange Saint Michel terrassant le dragon, et les deux faces latérales représentent en quatre panneaux les quartiers paternels et maternels du défunt, mais qui l'a exécuté ? Il en est de même pour d'autres pierres tombales dans la même église et dans celle de Saint-Rémi à Ecaussinnes-d'Enghien.

Par contre, nous savons qu'il y eut autrefois plusieurs sculpteurs appréciés, mais on en connaît peu de choses :

— Nicolas DEMOULIN (1711-1787), sculpteur sur bois (un confessionnal de l'église d'Ecaussinnes-Lalaing, l'autel de la chapelle des Sœurs Franciscaines à Soignies (1770), deux anges adorateurs à l'abbaye de Nizelles-lez-Nivelles) et sur pierre (3). En marbre blanc, il exécuta le haut-relief funéraire du chanoine De Bacre, prévôt du Chapitre (4) dans la collégiale Saint-Vincent à Soignies. En pierre d'Ecaussinnes, nous ne connaissons aucune œuvre de lui, mais nous savons qu'il avait été contacté pour exécuter des sculptures de pierre bleue au château de Seneffe de M. Depestre, et qu'il ne put surmonter là certaines difficultés vu sa lettre à l'architecte, datée du 23 octobre 1767, dans laquelle il écrivait :

« Je renonce à l'ouvrage de monsieur de peste à cause que je me trouve pas capable d'achever l'ouvrage que j'ay entreprit a son gout, par ainsy qui peut se procurer des esculpteurs d'ailleurs... » (5)

Son épitaphe au cimetière d'Ecaussinnes-Lalaing : NICOLAS DEMOULIN / EN SON TEMPS / ESCULPTEUR DECE / DE LE 4 7BRE / AGE DE 70 ANS.



Hector Brognon: La Sentinelle; à Bois-d'Haine.

— Pierre-Philippe CASTREMAN ou CASTERMAN (1712-1784). A propos de la chapelle de N-D des Sept Douleurs à Ecaussinnes-d'Enghien (non loin de la chaussée d'Ecaussinnes à Braine-le-Comte), bâtie en 1756 par Jean-Joseph-Joachim Bottemanne, Aimé Tricot écrit :

« Lorsque la chapelle fut entièrement terminée, on installa la nouvelle statue en pierre. Cette madone est l'œuvre d'un Ecaussinnois Pierre-Philippe Casterman; elle date du milieu du XVIII^e siècle » (6).

C'était en réalité une vierge de pitié de 73 centimètres de hauteur, en grès d'Ecaussinnes (7) polychromé. Elle fut volée au mois d'avril 1988 (8).

Ce ne fut sans doute pas sa seule œuvre sculpturale, mais aucune autre, à notre connaissance, ne lui a été attribuée.

— Pierre-Joseph BAUDELET était né à Ecaussinnes-d'Enghien le 1/02/1828 où il habitait encore en 1876; mais à la suite d'un accident qui lui coûta une jambe, en déchargeant un chariot de pierres (9), il quitta la localité, avec sa famille, pour Anderlecht où nous avons perdu sa trace.

Dans le journal sonégien « La Constitution » du 11 mai 1856, on lisait :

« Une statue de Saint Barthélemy en pierre d'Ecaussinnes et en grandeur naturelle sera bientôt envoyée sur la place publique de Merxem. Elle a été exécutée dans les ateliers de M. DELAPLARIERE par P.J. Baudalet d'Ecaussinnes, le même qui fit le beau travail d'ornementation de la pierre que M. Wincqz de Soignies envoya à l'exposition de Paris et qui lui valut une médaille.

Aux dires des connaisseurs qui ont vu cette statue de belles proportions, on y remarque une expression noble et humble tout à la fois, telle qu'il convient à un apôtre. Le mouvement de son corps développe de belles parties que l'artiste a exécutées avec beaucoup de talent et de bonheur; en somme l'ensemble est un travail d'un fini extraordinaire ».

Renseignements pris, cette statue se trouve, non sur la place publique, mais dans le fond du grand parc près du collège, légèrement abîmée par la chute d'une branche; la ville d'Anvers prévoit sa restauration. La pierre de M. Wincqz est toujours visible encastrée dans un mur de la carrière Wincqz-Gauthier, à Soignies.

Quant à Jean-François DELAPLARIERE (1790-1868), qualifié de « maître sculpteur », c'était semble-t-il un sculpteur d'objets (10) qui avait son atelier place de la Ronce (actuellement place des Comtes van der Burch) à Ecaussinnes-Lalaing (11).

Il y eut aussi, plus près de nous, d'autres sculpteurs dits « monumetistes » travaillant seuls ou dans un chantier de taille ou dans une carrière qui firent occasionnellement de la statuaire. C'est encore une recherche à faire.



Le Spartiate dû au ciseau de Fritz Rasselberg, représenté près de son œuvre.

Un cas tout à fait spécial est celui de ce sous-officier allemand, sculpteur de son métier, qui est parvenu, pendant la première guerre, à se « planquer » à Ecaussinnes-d'Enghien, pour façonner, à la carrière du Levant d'Ecaussinnes, un monument qui devait célébrer la victoire allemande sur l'Yser. Il s'agissait, on l'a su bien plus tard, de Fritz RASSELBERG, professeur à l'Académie des Beaux-Arts de Berlin, à qui le haut commandement allemand avait fait cette commande. Arrivé à la carrière en février 1915, il termina son travail, sans se presser bien sûr, en juillet 1918. Il réalisa en petit granit une pièce énorme, de 4 mètres de haut, pesant 25 tonnes et représentant un guerrier spartiate, nu-tête, le casque des hoplites posé devant lui; un genou en terre, glaive à la main droite et bouclier à la gauche, il regarde dans le lointain. Fritz, comme l'appelaient les gens qui le rencontraient, abandonna son œuvre là où il l'avait sculptée. Elle y resta des dizaines d'années, entourée de ronces et de hautes herbes, presque ignorée. C'est en janvier 1971 que le journal «Le Soir» la fit connaître, après un article de la revue «Paris-Match Benelux». L'actuelle Administration communale finit par l'acquérir et l'installa dans le petit parc situé derrière la maison communale d'Ecaussinnes «en glorification du travail de la pierre dont elle est issue» (12).

Mais le grand statuaire écaussinnois — «un des plus grands sculpteurs du Hainaut», écrit Lucienne Balasse-De Guide (13) — c'est Hector BROGNON dont on vient de célébrer en décembre dernier le 100^e anniversaire de la naissance. En effet, il est né à Bois-d'Haine le 14 décembre 1888 de parents agriculteurs.

Après l'école primaire à Bois-d'Haine, il fit, comme pensionnaire, ses études secondaires au collège de Bonne-Espérance. Il entra ensuite à l'Académie des Beaux-Arts de Mons, d'où il sortit en 1914. Il installa alors un petit atelier dans son village natal.

Le 1^{er} septembre 1916, il arriva à Ecaussinnes-d'Enghien pour y enseigner à l'Ecole Industrielle et Professionnelle. En 1930, il sera en même temps professeur à l'Ecole Technique et Professionnelle Supérieure de Mons. Il ne cessera son enseignement qu'en 1959 mais continua le travail d'atelier, celui-ci situé près de la gare d'Ecaussinnes-Carières et qu'il avait doté d'un raccordement au chemin de fer de l'Etat. Il y occupait en moyenne quatre ouvriers, choisis parmi ses élèves de Mons qui étaient relayés tous les trois ans, après avoir acquis durant ce stage une bonne pratique et avoir réalisé quelques œuvres intéressantes, telle cette figure de 6 mètres de haut qui décore le pont des Arches à Liège.

Il excella dans tous les genres de sculptures: bustes, décorations extérieures et intérieures, sujets d'art religieux (comme la statue de saint Pierre à Villers-deux-Eglises), monuments funéraires et surtout monuments aux morts de la guerre. Ses œuvres sont répandues un peu partout en Belgique mais également dans le Nord de la France et jusqu'en Normandie.

Il décéda le 30 octobre 1977, nanti de nombreuses distinctions honorifiques.



Le sculpteur Hector Brognon.



Chaire de l'église du Sacré-Cœur à Ecaussinnes-d'Enghien, exécutée en 1895 par les élèves de l'Ecole industrielle.

Sa production fut très importante et il travailla avec autant de bonheur le petit granit, la pierre blanche et le marbre. Bien que nous nous occupions ici uniquement de la première matière, nous ne pouvons cependant pas faire l'énumération de toutes ses œuvres et encore moins en montrer la photographie. Citons toutefois dans les bustes: celui de Félicien YERNAUX († 1943), maître de carrière et fondateur de l'Ecole Industrielle d'Ecaussinnes, celui d'Ernest MARTEL († 1937), bourgmestre d'Ecaussinnes-d'Enghien, député permanent de la province de Hainaut et secrétaire national de la Centrale de la pierre; le buste en hermès de Léon MABILLE († 1922), bourgmestre de la ville du Rœulx; dans les monuments funéraires: celui de ce même Ernest MARTEL, dans le cimetière d'Ecaussinnes-d'Enghien, qu'il appela «Halte Relais», celui du berger Joseph JACQUES, dans le cimetière de Marche-lez-Ecaussinnes, qu'il représenta avec sa houlette et ses moutons: «le Berger»; celui de la famille REMBAUX-PETE et BALASSE-REMBAX, dans le cimetière de Familleureux, bas-relief de 2 m 50 de haut: «l'Invocation»; parmi les monuments patriotiques: «la Glorification», qui fut traitée trois fois dont deux en pierre bleue, à Ecaussinnes-Lalaing et à Auvélais; la «Sentinelle» qui veille à l'entrée du cimetière de Bois-d'Haine; «L'arrêt de l'armée allemande», sur la place de Gozée, soldat de 5m de haut, arrêtant du bras l'envahisseur de 1914; «L'ultime sacrifice», groupe sur la place d'Ecaussinnes-d'Enghien.

Accordons une attention toute spéciale aux trois œuvres les plus émouvantes de sa collection:

— A Marchienne-au-Pont, devant l'Ecole Libre Notre-Dame des Sœurs Oblates, à la rue de Châtelet, poignant dans sa simplicité, le **Monument à Yvonne VIESLET**, cette pauvre gamine qui, à l'école, avait reçu un petit pain, une «couque», comme nous disons. En retournant chez elle, elle croisa dans la rue un groupe de prisonniers français encadrés de soldats allemands. La guerre était presque finie, on était en 1918, à un mois de l'armistice. Voyant ces malheureux français pâles, fatigués, découragés, traînant les pieds, et qui sans doute la regardaient, cette petite au grand cœur comprit qu'ils étaient bien plus malheureux qu'elle et dans un geste de pitié et de bonté, oubliant qu'elle aussi avait faim, tendit sa couque à l'un de ces prisonniers. Et chose abominable, incroyable de la part d'un être humain, un garde allemand épaula... et tua cette petite fille. Elle avait 10 ans!

— Un autre monument, dans le cimetière de Morlanwelz, celui-là, nous

montre, dans une mauvaise pierre, malheureusement, encore un enfant, **Ghislaine L'HOIR**, un peu plus âgée, 16 ans, abattue elle aussi en pleine rue, en 1944, par un soldat ennemi. Quel mal avait-elle fait? Elle avait aperçu son père qui revenait de son travail et courait au devant de lui pour l'embrasser. Elle tomba avant de pouvoir le faire. On la transporta à l'hôpital de Morlanwelz où quelques jours plus tard elle décédait. Ces détails nous les avons appris, entre autres, de l'infirmière qui lui tenait les mains quand elle rendit le dernier soupir. En cartouche sur le monument, on peut lire:

«La population de Morlanwelz à Ghislaine l'Hoir 1928-1944. Symbole de l'amour filial. Victime de la barbarie. Elle n'aimait pas la guerre».

Et son geste, voulu par l'artiste, nous le montre éloquentement.



**Hector Brognon : Ghislaine l'Hoir
à Morlanwelz**
«Elle n'aimait pas la guerre»



**Hector Brognon : à Marguerite Bervoets
et Laurette Demaret,**
à La Louvière

— Et enfin, dans le jardin à front de rue du Lycée Royal de La Louvière, à la rue de Bouvy, cette œuvre superbe dans laquelle Brognon a sans doute mis tout son cœur, le monument érigé par l'Ecole Moyenne des Filles, le 17 novembre 1946, en hommage d'admiration et de reconnaissance à ses anciennes élèves **Marguerite Bervoets et Laurette Demaret**.

Celle-ci, habitant Chapelle-lez-Herlaimont, agent de renseignements, courrier de l'Armée Secrète et du Mouvement National Belge, fut tuée dans un combat inégal, le 18 août 1944, à Flawinne, en couvrant, la mitrailleuse à la main, la retraite de ses camarades. Elle avait 21 ans. Quant à la première, Marguerite Bervoets, née à La Louvière, professeur à l'Ecole Normale de Tournai, agent de renseignements de la Légion Belge, elle fut arrêtée tandis qu'elle photographiait l'aérodrome de Chièvres.

Quelle fierté dans ce regard, quelle hardiesse, quelle détermination dans cette attitude, et quelle volonté dans ce mouvement rendu par l'artiste!

Arrêtée, cette jeune femme de 30 ans fut envoyée en Allemagne et décapitée à la hache, à Wolfenbüttel près de Brunswick.

Hector Brognon, nous l'avons vu, travaillait avec ses anciens élèves, ses praticiens. Lui-même a signé comme «praticien» le très beau et très important monument aux morts de la guerre, à Namur, sur la face postérieure du socle, alors que sur la face antérieure se trouvent les noms de J. Jourdain, statuaire et V. Creten, architecte. C'est-à-dire que les grands motifs — soldats et chevaux, en pierre bleue — ont été réalisés, sous tente, à Ecaussinnes.

Le «praticien» est celui qui taille. Le sculpteur crée l'œuvre d'abord en terre, puis en plâtre. Il la confie alors à des ouvriers qualifiés qui sont les praticiens, et seul le sculpteur finit. Les praticiens les meilleurs rendent des esquisses définitives; lui, indique simplement un mouvement à souligner (15).

D'autres œuvres de Brognon ne sont pas signées; c'est qu'il travaillait aussi pour des «monumentistes» qui avaient soumissionné un travail, mais qui ne sculptaient pas de figures. Il les laissait simplement signer de leur nom le monument entier (16).

Nous venons de montrer que notre pierre bleue, extraite autrefois à Ecaussinnes, servait à bien d'autres choses qu'à la construction. Puisse ce modeste article susciter chez de plus compétents que nous l'intérêt que méritent cette pierre, ses sculptures et ses sculpteurs et... il n'y en a pas qu'à Ecaussinnes!

Léon BAGUET
Vice-président du Cercle Archéologique
du Canton de Soignies

Notes bibliographiques

1. Du journal «La Sennette», hebdomadaire édité à Ecaussinnes-d'Enghien, en date du 14-10-1934.
2. «Quant à la statuaire, dit Claude de Bie dans un aperçu sur la taille du petit granit, elle constitue un produit d'exception», in UN ARTISTE POPULAIRE: JEAN-JOSEPH BOTTEMANNE, SCULPTEUR SUR PIERRE A SOIGNIES (1723-1794), mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Licenciée en Archéologie et Histoire de l'Art, Université Catholique de Louvain, 1973-1974, p. 41.
3. Abbé L. Jous: Contribution à l'histoire des Maîtres de carrières écaussinnois, in ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL DE MONS, 28-29 août 1979, p. 260.
4. Décédé le 21-9-1768; il était aussi Conseiller à la Cour suprême de Hainaut, d'après l'inscription latine sur la stèle.
5. Xavier Duquenne: LE CHÂTEAU DE SENEFFE, Bruxelles 1978, p. 121.
6. Calvaires et chapelles en Hainaut, n° 1, mars 1956, p. 121.
7. Il y avait aussi à Ecaussinnes plusieurs carrières à grès, cf Léon Baguet: HISTORIQUE DES CARRIERES D'ECAUSSINNES, in Annales du Cercle Archéologique du Canton de Soignies, t. XXXI, 1985.
8. Renseignements fournis par l'abbé L. Jous que nous tenons à remercier ici pour l'aide qu'il nous a accordée dans la rédaction de cet article.
9. Arille Blase: HISTORIQUE DES CARRIERES DES ECAUSSINNES, éd. du journal «La Sennette», Ecaussinnes 1947, pp. 22 et 23.
10. Il façonna entre autres les bénitiers de l'église d'Ecaussinnes-Lalaing; Abbé L. Jous, op. cite, p. 259.
11. Claude Brismé: CHRONIQUE D'UNE RUE, LA PLACE DES COMTES van der BURCH, dernière partie, in «Le Val Vert» n° 5, 1974, p. 7.
12. Robert Detry: LE MONUMENT QUI DEVAIT SYMBOLISER LA VICTOIRE ALLEMANDE EST A ECAUSSINNES, in le journal «Le Soir» du 27-01-1971, p. 7.
13. L. Balasse-Deguide: MARGUERITE BERVOETS, UNE HEROINE (1914-1944), Ed. La Renaissance du Livre, 1961, p. 102.
14. Ecaussinnes, depuis la fusion des communes, comprend: Ecaussinnes-d'Enghien, Ecaussinnes-Lalaing et Marche-lez-Ecaussinnes.
15. Voir Anne Delbée: UNE FEMME, CAMILLE CLAUDEL, Paris, Presses de la Renaissance 1987, pp. 198 à 200.
16. Renseignement fourni par Madame Brognon que nous remercions de nous avoir donné une liste des œuvres de son mari.

○ **Du bon usage d'une gare désaffectée: le cas de l'ancienne station de Rochefort**

Les gares, à la fois «les volcans de la vie» (Malévitch) ou «les plus belles églises du monde» (Cendrars), ont constitué pratiquement depuis un siècle et demi les véritables pivots, les lieux de commandement et d'articulation d'un empire ferroviaire dont l'expansion a profondément marqué la configuration de nos villes et villages. Malheureusement, dans la plupart des pays industrialisés, on assiste — comme on le sait — depuis une trentaine d'années à l'abandon et au démantèlement d'une grande partie du réseau ferroviaire, en particulier des lignes dites secondaires, non rentables ou d'un intérêt purement local (1). En Belgique notamment, nombre de petites gares à l'architecture parfois remarquable se sont, dès lors, avérées inutiles — du moins aux yeux des autorités — et furent vouées à la destruction dans l'indifférence générale. Progressivement toutefois, l'opinion publique, sensibilisée entre autres par les associations culturelles relayées par les médias, est devenue plus vigilante et a commencé à se mobiliser contre la démolition systématique de ces lieux dont la trace affective symbolise tout un pan de notre patrimoine industriel.

Aussi, est-ce toujours une réelle satisfaction tant pour l'honnête homme soucieux de son passé que pour l'archéologue industriel de saluer le sauvetage et la mise en valeur d'une gare désaffectée, à savoir ici celle de la coquette cité de Rochefort.

Située sur l'ancienne ligne qui reliait Jemelle à Taminés via Houyet, ligne mise hors service depuis une trentaine d'années, la gare de Rochefort menaçait ruine; non loin du centre de la ville ainsi que du musée communal, elle constituait vraiment un chancre au sein même de la capitale de la Famenne. Diverses solutions furent envisagées par les autorités communales. Finalement, à l'occasion d'un referendum organisé à propos d'un projet de contournement du centre de la cité, une écrasante majorité de Rochefortois manifesta clairement son désir de voir sa gare transformée en centre culturel, à la disposition et au service de tous. On émit également le souhait que soient simultanément aménagés les abords de ce témoin de jadis. L'assainissement du site nécessitait la collaboration de l'administration des ponts et chaussées, propriétaire de la voie et de l'assiette, et de la commune, propriétaire de la gare. Des discussions sortit un projet ambitieux dont

le coût des travaux s'élèverait à 50 millions répartis à raison de 22,4 millions pour le centre culturel, subsidié pour 9 millions par la Région wallonne et pour 8,7 millions par la Communauté française. En ce qui concerne les aménagements extérieurs, ils comprennent l'arrangement proprement dit devant la gare ainsi que — heureuse initiative trop peu souvent réalisée — la construction d'une piste cyclable de 17 km (18,6 millions) sur l'assise de l'ancienne ligne Rochefort-Houyet. Furent également envisagés la réfection du tunnel ferroviaire situé à l'entrée de la gare (8 millions), un projet routier et un vaste parking qui devraient être terminés pour l'été prochain.

Transformer un site désaffecté en centre culturel est certes une intention louable, même si elle est relativement coûteuse, mais encore faut-il faire preuve de prudence et de sens artistique idoine afin de rénover sans pour autant défigurer le cadre initial. On peut dire que sur le plan architectural, le présent projet «est certainement une réussite» (2); les trois architectes retenus, MM. Varet, Godenir et Stefanutti, sont en effet parvenus à intégrer l'architecture originale du bâtiment dans ses nouvelles exigences fonctionnelles tout en donnant à l'ensemble un aspect résolument contemporain. Une réussite qu'il est bon de mettre en exergue à une époque où, sous prétexte de rénovation, on en arrive à des défigurations et des dénaturations soit en édifiant des constructions parasites, soit en cherchant maladroitement à moderniser les apparences des bâtiments en cause (3).

Mais au fait, ce nouveau complexe culturel issu d'une ancienne gare relativement modeste, quels seront ses principaux centres d'intérêt? Lieu privilégié de contacts et d'échanges pour tous, il offrira un très large éventail d'activités susceptibles d'attirer un vaste public: ludothèque et bibliothèque, maison de jeunes, ateliers récréatifs et salle polyvalente de 180 places, ateliers de peinture et de photos; à l'arrière du bâtiment, une nouvelle aile aux formes géométriques variées abritera le studio et les bureaux de la télévision communautaire locale.

Heureux Rochefortois (4), qui ont voulu et su garder le souvenir d'une belle pièce de leur patrimoine industriel d'hier et en faire un atout culturel qui — nous l'espérons — servira de modèle et surtout de sujet de réflexion à tous ceux qui auraient encore des doutes sur l'utilité de pareilles initiatives!

Jean-Pierre HENDRICKX

1. Ainsi par exemple en France, on peut estimer à 300 km par an en moyenne la longueur des emprises ferroviaires déclassées depuis 1960 (cfr *Le Temps des gares*, Paris, p. 115). En treize ans, de 1963 à 1976, la Société nationale des chemins de fer britanniques a supprimé 3.539 gares. Quant aux Etats-Unis, où le déclin du système ferroviaire atteint une ampleur considérable, on évaluait que sur les quelque 40.000 gares édifiées depuis le XIX^e siècle, il n'en restait plus vers 1975 que 20.000 environ, dont une majeure partie n'est plus utilisée (*Ibid.*, p. 121).
2. Cfr l'article de F. LAROCHE paru dans *La Libre Belgique* du 3 novembre 1988, p. 4 sur le sujet qui retient notre attention ici, article qui nous a servi de fil conducteur.
3. Sur ce problème, on verra le numéro spécial 12 de mai 1988 du *Patrimoine industriel* consacré aux Actes du colloque «Reconversion des sites industriels désaffectés» qui s'est tenu à Bruxelles le 18 novembre 1987. On consultera aussi *Le patrimoine industriel et sa reconversion*, Bruxelles, 1987. Dans une perspective plus large, on parcourera le volume *Les grandes friches industrielles*, Paris, 1986.
4. Sur Rochefort, on trouvera un bon aperçu dans A. VAN ITERSON et S. GENICOT *Rochefort, images du passé*, Rochefort, 1978.

○ Les forges de Clabecq ont cent ans : deux expositions

Au mois d'août dernier, les Forges de Clabecq fêtaient le centième anniversaire de leur constitution en Société Anonyme, le 11 octobre 1888. Mais, en vérité, 1888 n'est qu'un jalon dans l'histoire de la Société puisqu'on peut déjà remonter à 1781 pour retrouver les origines du travail du fer à Clabecq; à cette date, en effet, le Bruxellois Marcus Petrus Van Esschen fit acter devant notaire sa volonté de construire un moulin à battre le fer. «*Point singulier que cet endroit pour créer une industrie du fer, loin des sources de minerai et de charbon; seule l'énergie hydraulique fournie par la petite rivière la Sennette et la relative proximité de la chaussée de Bruxelles paraissent justifier ce choix*» (1). La volonté d'entreprendre se retrouve en 1819 quand, à côté du moulin à battre le fer, sont érigés une paire de cylindres à laminer, trois fours pour les «platines», un four à réverbère, trois chaufferies, quatre macas (gros marteaux pour battre le fer) et une «calebasserie» (calebasse: creuset ou fourneau du fondeur). L'entreprise est alors dénommée «Fonderie et Platinerie en fer de Clabecq». En 1828, l'usine est reprise par deux autres Bruxellois, Warocqué et surtout Gofin qui allait, pour sa part, donner un élan nouveau et décisif à l'ensemble par, notamment, la construction du premier laminoir à fer en 1850, le démarrage du premier laminoir à tôles en 1857 et — nouvelle preuve de modernisation de l'usine — l'édification d'un train à tôles fortes qui succédait à celle d'un laminoir à tôles fines. Poursuivons notre aperçu historique pour signaler, en 1909, la décision de construire une nouvelle usine comprenant hauts fourneaux, aciéries et laminiers. La mise en marche officielle du nouveau site se fera le 1^{er} janvier

1911. Désormais, les Forges de Clabecq se mutent ainsi d'entreprise transformatrice et entreprise productrice. Après les nombreux dégâts occasionnés par la première guerre mondiale, les Forges reprennent leurs activités en 1920 et peuvent s'enorgueillir, dans les années trente, de posséder : quatre hauts fourneaux, une aciérie comprenant quatre convertisseurs Thomas, une centrale électrique, un train blooming duo réversible, une tôlerie capable de laminier normalement les tôles de 3 à 40 mm d'épaisseur, un train de 450 mm à fers moyens, un train de 300 mm à aciers marchands, un train à fil, petits fers et feuillets, diverses installations de réparation, forges, fonderie et broyage à scories. Autres dates importantes : 1959, décision de construire un nouveau complexe sur le site d'Ittre, de l'autre côté du canal de Charleroi-Bruxelles, canal dont — soit dit en passant — l'ouverture en 1837 avait été très propice à l'usine-mère ; 1964, mise en activité d'un nouveau laminoir à tôles, le quatrième construit à Clabecq ; 1971, installation d'un train finisseur à tôles ; 1972, nouveau haut fourneau ; 1974 et 1976, lancement de deux lignes de coulée continue. Malheureusement, dans les années 1975, c'est la grande crise qui s'acharne

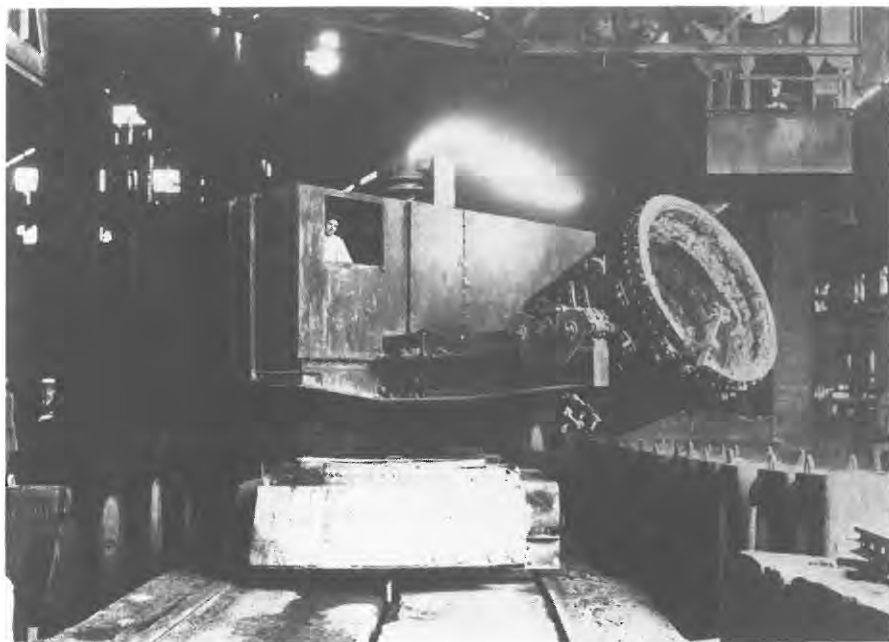


Forges de Clabecq : Vue générale récente des hauts-fourneaux.

sur la sidérurgie mondiale; Clabecq ne sera pas épargnée et arrêtera progressivement la fabrication d'un certain nombre de produits, pour se spécialiser dans la production de tôles fortes et moyennes qui en font aujourd'hui le premier fabricant de ces produits pour le Bénélux, sans compter des exportations dans plus de cent pays (la capacité de production des laminoirs à tôles est actuellement de l'ordre d'un million de tonnes par an). Même si les effectifs sont tombés de nos jours de plus de 6.000 à 2.500 personnes (2), les Forges de Clabecq restent présentement le plus gros employeur de main-d'œuvre du Brabant Wallon, naguère fortement industrialisé dans d'autres secteurs. Désormais, grâce à une fine stratégie qui consiste à servir de complément plutôt que de concurrent aux grandes firmes sidérurgiques à vocation internationale, les Forges de Clabecq peuvent voir l'avenir avec sérénité : les carnets de commande sont bien remplis et les résultats sont redevenus nettement bénéficiaires (bénéfices de 600 millions au 30 juin 1988) (3).

Venons-en maintenant aux deux expositions qui commémoreraient, du 20 août au 11 septembre 1988, ce centenaire des Forges de Clabecq. On dira quelques mots sur leur contenu avant de les «jauger» et d'y apporter certains commentaires, le cas échéant.

La première exposition, dont le but avoué ne revêtait pas un caractère didactique mais se voulait simplement un rappel de souvenirs destinés à recréer l'atmosphère du passé de l'usine, rassemblait des documents épars et en tout genre. Beaucoup d'anciennes photos, notamment celle — majestueuse — du Conseil d'administration de 1887 entourant le maître des lieux, Josse Goffin; une autre représentant l'impressionnante galerie des machines où l'on étirait les rails de chemin de fer; une grue colossale de 1933 transportant l'acier aux convertisseurs Thomas; une photo de la visite que fit aux Forges, en 1938, le prince Baudouin; sans oublier nombre de clichés des hauts fourneaux pris sous toutes leurs facettes. En grande quantité également — comme à l'accoutumée dans ce genre d'exposition — des cartes postales : vues d'ensemble des Forges ou vues plus précises du château des patrons, de la statue de Josse Goffin, des habitations des employés, de l'hôtel des aciéries. Mentionnons encore en vrac des reproductions de l'ancien bâtiment administratif, des musiciens de la Société Philharmonique du Progrès, des anciennes cités ou du «Château des Italiens», ce château fortement remanié au XVIII^e siècle qui fut racheté par les Forges de Clabecq pour être converti en home d'accueil pour travailleurs immigrés; il faut savoir que, dès 1962, les



Grue transportant l'acier aux convertisseurs Thomas (1933).

Forges avaient embauché plus de 600 travailleurs italiens. Ils étaient 700 en 1970 et représentaient 75 % des immigrés; ceux-ci, à leur tour, représentaient 25 % de la population totale de Clabecq (4). On put aussi découvrir de vieilles factures et des grands livres des bilans de 1902 à 1920 venant tout droit des archives de l'usine. L'exposition avait également un côté artistique avec des œuvres de Jacques Bardiou et de Charles Crampagne, peintres à leurs heures, dont les tableaux expriment le travail de l'acier tel qu'ils le voient. La luminosité de la matière en fusion a d'ailleurs inspiré un autre artiste. En 1956, André Delvaux réalisait dans les Forges de Clabecq un de ses premiers films. Non pas un reportage sur la vie des ouvriers ou sur la fabrication de l'acier, mais une œuvre où le cinéaste joue sur le décor et la lumière pour restituer toute l'ambiance de l'usine. Ce film d'une quarantaine de minutes passa d'ailleurs en projection continue pendant toute la durée de l'exposition. On s'en voudrait de ne pas mentionner que bon nombre de documents ici offerts au public ont été réunis par les ouvriers eux-mêmes, dont certains, vivement intéressés par le passé de la Société, consacrent maintenant une bonne partie de leurs

loisirs à prendre contact avec d'anciens travailleurs en vue de rassembler le plus de choses possibles sur les Forges, sur «Leurs» Forges. Heureuse initiative, s'il en est, qui mériterait non seulement d'être encouragée mais aussi d'être imitée et suivie par d'autres acteurs du monde du travail, à condition toutefois de sensibiliser et de motiver les principaux intéressés et de ne pas les laisser agir en toute indépendance vis-à-vis des décideurs et des donneurs d'ordre.

Seconde exposition, qu'on pourrait qualifier de complément social de la précédente, organisée par la section locale de la F.G.T.B., qui tenait également à participer à la commémoration. Il s'est agi ici de résumer la manière dont le syndicat socialiste a fait face à tous les problèmes de l'usine de Clabecq. Des panneaux, didactiques ceux-ci, évoquaient, essentiellement par des coupures de presse, les épisodes les plus significatifs de cette lutte, depuis février 1943 jusqu'à maintenant. Ainsi, par exemple, un panneau relatait la grève d'octobre 1962 lorsque le syndicat revendiqua un meilleur équilibre des avantages dus à l'ancienneté; c'est d'ailleurs depuis lors que les autorités des Forges prirent vraiment en considération la délégation syndicale. Tel autre panneau rappelait le licenciement, en 1970, de deux délégués de la F.G.T.B. lors d'une restructuration. Et, à l'avenant, toute une série d'autres panneaux insistant sur les luttes de solidarité ou autres manifestations marquantes. A épingler ici un graphique très révélateur de la régression de l'emploi aux Forges depuis 1971. Bref, une exposition qui signala que si les Forges de Clabecq se portent mieux qu'il y a quelques années, restent néanmoins en toile de fond pas mal de problèmes sociaux: chômage, immigration, assistance, etc...

Intéressante de par les pièces présentées, cette double exposition — la première surtout — manquait malheureusement de cohérence et de clarté. Disposés sans véritable logique, les documents se laissaient difficilement insérer dans leur contexte historique; c'est ainsi, par exemple, que le visiteur passait de certaines vues extérieures des Forges à des photos de l'intérieur des bâtiments pour rencontrer ensuite de nouvelles vues extérieures, via des pièces d'archives et autres documents comptables donnant l'impression d'avoir été placés à tel endroit plutôt qu'à tel autre sans raison apparente. L'absence de légendes faisait également cruellement défaut, rendant certains documents pour le moins énigmatiques, telle cette photo de trois personnes dont on ne sait rien: il s'agissait en fait de quelques-uns des premiers ouvriers italiens arrivés aux Forges. Sans devoir multiplier les exem-

ples, on aura compris que cette exposition manquait singulièrement de fil conducteur. Ne pouvaient, à la limite, la comprendre et en saisir les nuances que ceux qui avaient travaillé aux Forges, ce qui — pour une exposition qui, somme toute, se voulait surtout une manifestation de relation publique destinée à vanter les mérites actuels de l'usine de Clabecq — risqua de laisser nombre de visiteurs sur leur faim. Ce n'est pas non plus le mince catalogue, édité pourtant à 3.000 exemplaires (prospérité oblige!), *Forges de Clabecq. Mémoires*, qui, avec sa trentaine de photos tout aussi hétéroclites que l'exposition, permettra d'appréhender de manière claire et précise ce que furent et ce que deviennent les Forges de Clabecq. Comme quoi — et ce sera hélas le banal mot de la fin — une exposition à vocation industrielle ne s'improvise pas et ce qu'on y présente ne doit pas avoir l'aspect d'un puzzle mal reconstitué.

Jean-Pierre HENDRICKX

1. Extrait du discours prononcé le 22 septembre 1988 par M. Pierre DESSY, président administrateur délégué de la S.A. des Forges de Clabecq.
2. Quelques chiffres: en 1896, les Forges de Clabecq employaient près de 1.500 salariés; en 1937, plus de 2.000; en 1962, 3.970; en 1970, 5.066; en 1978 (malgré la crise de la sidérurgie), 6.229. Cfr article *Clabecq*, dans *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, sous la direction scientifique d'Hervé HASQUIN, Bruxelles, 1980, p. 322-323.
3. Les quelques considérations qui précèdent sont extraites en partie du dossier historique rédigé par Bernard DESSY à l'occasion du centenaire des Forges de Clabecq; elles se basent aussi sur les travaux de Jean-Louis VAN BELLE (notamment pour les origines des Forges à la fin du XVIII^e siècle), de L. LAUWERS, *Essai d'un aperçu historique de Clabecq* (dans *Le Folklore brabançon*, n° 136, 1957, p. 454-465), et de R. MANGELINCKX, *Clabecq et sa sidérurgie* (dans *Revue belge de géographie*, 1963, t. LXXXVII, p. 259-351).
4. Cfr *Communes de Beligues...*, *op. cit.*, p. 322-323.

Publications

□ **Itinéraire des gares rurales**, ou «68 km à la découverte des sites ferroviaires de l'Entre-Sambre-et-Meuse, de Mariembourg à Cerfontaine par Florennes» (coll. *Hommes et paysages*, n° 4, in 8°, 48 p., 140 FB). Nous avons fait allusion dans le n° 11 du «Bulletin» (p. 18) à l'inventaire des gares wallonnes, spécialement en milieu rural. Une bonne partie en a été fichée sur ordinateur et déposée à l'Administration du patrimoine culturel à Bruxelles. La brochure actuelle en reprend 13 exemples régionaux, qui sont (très) rapidement analysés. Une introduction rappelle la problématique, la typologie assez générale et surtout, les effets induits par la gare nouvelle dans la vie villageoise, e.a. du point de vue de la topographie, des matériaux (la brique) et des modèles à bâtir. L'optique de la réutilisation n'est pas oubliée, puisque diverses gares sont affectées maintenant à l'habitat, l'administration, le commerce, les activités culturelles et scientifiques, les loisirs même (un dancing!). Gageons qu'un outil appréciable, une fois l'inventaire vraiment terminé et tous ses paramètres bien archivés, sera ainsi mis à la disposition des chercheurs et des gestionnaires. Tant mieux.

Toujours sur le même objet — décidément à la mode! —, «Les Cahiers de l'Urbanisme» publient des réflexions de M. TOURNAY sur *Les nouvelles gares ou le déclin de l'architecture* (n° 5, octobre 1988, pp. 76-83). Un rappel de l'évolution du genre depuis 1850 environ, précède l'analyse du déclin de «la gare (qui) a honte de sa fonction». Des conditions technologiques nouvelles l'expliquent en partie. L'auteur conclut en demandant «requalification des espaces publics entourant les gares et expression d'une certaine monumentalité dans les respects des lignes de force de l'architecture urbaine spécifique à nos centres».

L.F. GENICOT

□ Le n° 23-24 des **Nouvelles du Patrimoine** (décembre 1988) est fort largement consacré à l'archéologie industrielle (pp. 3 à 22). Y sont exposés avec plus ou moins de brièveté : les objectifs, son état en Belgique, le cas de la Fonderie, le projet d'écomusée industriel à Gand. L'esprit généralement positif qui s'y trouve développé en matière de «sauvegarde» du patrimoine industriel apparaît réjouissant. Encore la nomenclature des édifices classés par la Communauté française au 30 septembre 1988 se limite-t-elle à une vingtaine de «monuments» modernes, au-delà des traditionnels moulins à vent ou à eau et de quelques réalisations «pré-industrielles» appartenant à l'ancien régime. Il y a donc du pain sur la planche!

L.F. GENICOT

□ **Implantations industrielles, mutations des sociétés et du paysage**, édité par Michel DORBAN et Roger PETIT avec la collaboration de Jean-Marie YANTE. Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1986. In-8, 199 p., ill. FB 600.

Cet ouvrage présente les Actes de la journée d'étude interuniversitaire et pluridisciplinaire tenue à Arlon le 6 octobre 1984 à l'initiative du Centre d'écologie historique de l'Université catholique de Louvain et des Archives de l'Etat à Arlon.

Après quelques pages d'introduction par René NOËL (*De la nature à l'homme*, p. 7-12) et un article concernant essentiellement le moyen âge par Roger PETIT (*Espaces économiques et cadres politiques. Observations sur les réseaux d'échanges dans le Luxembourg médiéval*, p. 13-26), Michel DORBAN tente une approche de la *Mesure de l'activité industrielle d'une région, 1500-1800* (p. 27-38). L'Auteur se demande si l'historien peut mettre en évidence les rythmes de l'industrialisation d'une région pour une longue durée. Afin de répondre à cette question, le spécialiste parcourra assez logiquement deux étapes: d'abord identifier tous les établissements industriels en place, ensuite évaluer le volume de production et s'interroger sur l'impact de cette industrialisation dans la population. Et l'Auteur de donner une méthode précise répondant à ces différentes préoccupations. Cette méthode vaut ici pour une bonne partie des anciens Pays-Bas, même si les exemples cités couvrent le sud de l'ancien duché de Luxembourg. La notion d'industrie sous l'Ancien Régime est envisagée ici sous trois caractéristiques essentielles: l'industrie est de type familial, son activité est saisonnière et elle s'intègre dans une économie d'échanges lents et difficiles. Concrètement, même dans une région incluant la capitale Luxembourg et dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la dimension de l'entreprise ne dépasse qu'exceptionnellement 20 ouvriers. Pour la même région du sud du Grand-Duché et à la même époque, les ouvriers saisonniers représentent 74 % des effectifs réellement occupés dans la sidérurgie, 46 % dans la papeterie et 24,5 % dans le textile. — De l'article de Georges HANSOTTE, *L'implantation géographique de l'industrie métallurgique des Pays-bas et du Pays de Liège, et son évolution aux Temps Modernes* (p. 39-49), on retiendra que cette implantation «est conditionnée au bas moyen âge et au début des Temps Modernes uniquement par des impératifs techniques: il faut choisir des sites proches des forêts et des minières, près de cours d'eau dont le débit peut, sans grands travaux, être détourné pour mouvoir des roues hydrauliques. A ces contraintes viennent s'ajouter au XVI^e siècle des considérations économiques: il convient de se rapprocher des métropoles commerciales et des marchés extérieurs. Puis, à la fin du même siècle, un facteur nouveau entre en jeu: il importe désormais de disposer d'une espèce de fer précise, celle qu'exige, pour des raisons de qualité ou de prix, le produit plus élaboré qu'on entend fabriquer. Cette nouvelle exigence influe sur le paysage industriel moins par le déplacement des sites d'occupation que par l'installation d'usines de type nouveau sur des sites traditionnels. Les frontières politiques n'ont joué aucun rôle dans la répartition des établissements aussi longtemps qu'elles n'ont pas constitué de barrières douanières; ces dernières ont entravé l'expansion industrielle sans provoquer d'importantes migrations d'entreprises».

— Dans *Implantations industrielles et mutations de la population dans le bassin de la Rulles, 1766-1866* (p.51-75), Claude de MOREAU de GERBAHAYE nous offre entre autres une monographie socio-professionnelle exemplaire de Habay-la-Neuve accompagnée d'une minutieuse reconstitution des familles, parfois étayée par des identifications individu par individu. D'excellents tableaux et graphiques (p. 66-75) illustrent les propos de l'Auteur pour qui «la puissance constante de l'artisanat a permis la réorientation de l'activité locale selon une formule originale. La ville industrielle mort-née est devenue une bourgade rurale et commerciale offrant aux alentours des biens et des services nombreux et variés».

— L'apport de Gilbert TRAUSCH, *Implantations industrielles et mutations politiques et culturelles. Le cas du Luxembourg, 1860-1919* (p. 75-95), est des plus originaux,

l'Auteur refusant de s'incliner devant le *diktat* exclusif des explications économiques pour replacer son sujet dans les structures institutionnelles et les conjoncture politiques du Grand-Duché, l'implantation de la sidérurgie provoquant notamment la domination politique de la gauche. Un des grands mérites de cette contribution est de montrer que les modifications du paysage qu'entraînent les implantations industrielles vont bien au-delà du seul paysage du géographe pour interroger également le paysage social et culturel au sens, comme le fait remarquer R. Noël (p. 97), de l'anthropologie américaine.

— Jean-Marie YANTE, *Mesure de l'activité industrielle d'une région, XIX^e-XX^e siècles* (p. 103-125), estime que préalablement à toute réponse, «il convient de s'entendre sur la notion même de région, tout au moins de souligner ce que toute définition a d'artificiel, de relatif, de contingent». Pour suivre, il envisage, de manière critique, les recensements de l'industrie avant de les exploiter. Pour l'ensemble du pays tout d'abord, pour la province du Luxembourg ensuite, il établit des indicateurs de l'activité industrielle et en propose des représentations graphiques, la démarche de l'Auteur consistant moins à dégager et expliquer des évolutions du milieu du XIX^e siècle au dernier recensement qu'à illustrer des approches possibles. Au terme de sa démonstration, J.M. Yante affirme que «chacun des indices proposés de l'activité industrielle d'une région ne livre qu'une image imparfaite, tronquée de phénomène que l'on tente d'appréhender, de mesurer. Malgré leurs limites et leur prisme déformant, ces indices permettent d'étudier le processus de transformation d'une société rurale en société industrialisée, ainsi que des évolutions structurelles et conjoncturelles dans une perspective comparative. Ils ne dispensent pas de recourir à d'autres sources, comptabilité d'entreprises et documents sociaux par exemple, pour cerner les productions, en valeur et en volume, l'importance et la rentabilité des capitaux engagés et la stabilité de l'emploi».

— Autre rapport intéressant, celui de Claude DESAMA, *La mesure des changements des structures socio-professionnelles d'une région dans la première moitié du XIX^e siècle* (p. 127-141). Pour l'Auteur, la révolution industrielle qui a profondément marqué certaines régions du XIX^e siècle, n'est pas seulement une mutation économique. Elle induit également des changements significatifs dans la société et notamment dans ses structures socio-économiques. Et Cl. Desama d'appliquer son raisonnement à la région de Verviers de 1806 à 1846. Écoutons l'Auteur nous faire part de sa démarche rigoureuse: «Le premier travail consiste ici à établir une grille d'analyse, à savoir un code socio-professionnel, qui permet l'agrégation des données individuelles et la comparaison dans différentes catégories d'une liste nominative à une autre». Au niveau de l'interprétation cette fois, «il s'agit d'établir quelle part de transformations socio-professionnelles procède de l'évolution des structures démographiques et quelle part relève de la nouvelle organisation de la production ou de la mutation technologique. Dans la mesure où le niveau d'inactivité et de sous-emploi est en relation directe avec l'ampleur des mouvements migratoires et leurs effets sur les structures par âge, par sexe et selon l'état civil, il n'est pas sans importance de connaître ces variables pour mieux isoler l'impact des phénomènes proprement économiques».

— Après quelques pages très suggestives de Tamas PALASTHY (*Productivité, emploi aux XIX^e-XX^e siècles*, p. 143-145), F. DEVILLEZ envisage *L'estimation des effets des travaux d'infrastructure sur la valeur écologique des forêts* (p. 147-165). Cette contribution est l'aboutissement de réflexions suscitées par la comparaison de diverses études d'impact menées dans la vallée de l'Ourthe occidentale entre 1970 et

1980 par le laboratoire d'écologie végétale de l'Université catholique de Louvain. Les recherches ont été réalisées en vue d'un projet de construction d'un barrage sur l'Ourthe, barrage dont la construction a été postposée d'année en année, ce qui n'enlève en rien l'intérêt théorique des travaux scientifiques menés.

— Christian OST étudie *Le parc industriel comme élément du patrimoine: son évaluation économique et sa sauvegarde* (p. 167-177). Dans cet article, qui retiendra tout particulièrement notre attention, l'Auteur rappelle tout d'abord le caractère pluridisciplinaire qui est essentiel dans l'analyse du patrimoine industriel et traite ensuite des possibilités de réutilisation des anciens sites, de même que de la limite entre les valeurs historiques des patrimoines architectural et industriel. Il insiste enfin, en termes de politique économique, sur la possibilité de gérer le patrimoine industriel de manière publique et privée.

Etienne HELIN tire, pour sa part (p. 179-185), les conclusions de cette intéressante journée d'étude.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ **La Belgique et l'Etranger aux XIX^e et XX^e siècles**, sous la direction de Michel DUMOULIN et Eddy STOLS. (Université de Louvain. Recueil de travaux d'histoire et de philologie, 6^e série, fascicule 33). Louvain-la-Neuve, Collège Erasme, Bruxelles, Editions Nauwelaerts, 1987. In-8, 324 p. ill. FB 600.

Sont publiées dans ce volume les communications présentées dans le cadre de la rencontre organisée les 9 et 10 février 1984 à Louvain-la-Neuve et à Louvain par le Groupe de contact FNRS-NFWO «La Belgique et l'Etranger aux XIX^e et XX^e siècles, België en het Buitenland in de XIX^e en XX^e eeuw». Plusieurs contributions sont susceptibles d'intéresser les lecteurs de notre Revue, ne fût-ce que par la tangente.

Maria Cristina LOURENÇO CARDOSO envisage les *Investisseurs et investissements belges au Portugal, 1884-1914* (p. 7-35). Après avoir résumé le contexte historique et économique du Portugal à l'époque retenue, l'Auteur analyse les principales caractéristiques des investissements belges. Il s'avère que peu de sociétés — cinq sur dix-huit — font uniquement des profits; quant au volume presque total des bénéfices, il est réalisé par les grandes sociétés; les sociétés de taille moyenne ne sont pas très rentables; les sociétés de petite taille ne sont pas du tout rentables. Les «Compagnies Réunies de gaz et électricité de Lisbonne», et celle de Porto après 1914, la «Compagnie Royale des chemins de fer portugais» et la «Société des tabacs» sont, avec certaines sociétés coloniales, les grandes entreprises de la fin du XIX^e et début du XX^e siècle portugais. L'étude des investissements permet de remarquer une corrélation entre la taille des sociétés et les actionnaires. Et l'Auteur de passer en revue le rôle de quelques investisseurs belges au Portugal: le groupe Otlet (chemin de fer), le groupe Thys-Jacobs (secteur minier), le groupe Georgi de Somzée (gaz et électricité) et le groupe du Trust Colonial et la Maison Burnay et Cie (lignes de navigations; fonderies de fer; grands travaux publics à Porto). Ce travail se clôture par de très utiles tableaux des sociétés belges au Portugal de 1884 à 1914 (27 sociétés) et des sociétés belges dans les ex-colonies portugaises en Afrique (23).

— Béatrice NIZET nous entretient sur *Le début des investissements pétroliers belges en Europe orientale, 1895-1914* (p. 37-76). En Russie, le contrôle de quatre sociétés de droit belge échappa entièrement et assez vite aux entrepreneurs belges au profit des Français. Une seule société peut être considérée comme exclusivement belge,

c'est la florissante entreprise de Waterkeyn. En Galicie, onze sociétés constituées en Belgique ont exploité le pétrole. Huit d'entre elles naissent et disparaissent avant le grand essor de 1906. En Roumanie, quatrième producteur mondial de pétrole en 1914, huit sociétés belges sont fondées, toutes, à une exception près, après 1905 (voir Tableau III, p. 59, à «Répartition chronologique et géographique des investissements pétroliers belges»). Ce grand nombre de sociétés belges à se lancer dans l'aventure pétrolière ne doit toutefois pas faire illusion puisque, sur 25 sociétés étudiées ici, 15 disparaissent dans les cinq années qui suivent leur fondation et cinq seulement parviennent à rémunérer leurs actionnaires.

— Dans *Les Belges au Mato Grosso et en Amazonie, ou la récidive de l'aventure congolaise, 1895-1910* (p. 77-112), Eddy STOLS nous donne une contribution très fouillée, qu'il n'est pas aisé de résumer en quelques lignes. Sachons toutefois que la fièvre brésilienne, qui s'empara des milieux financiers et industriels belges dès la fin des années 1880, s'est d'abord orientée vers les services publics, l'équipement ferroviaire et les mines de manganèse et de cuivre des provinces de Rio Grande do Sul, Rio de Janeiro et Minas. Ce n'est qu'à partir de 1895, quand l'extraction du caoutchouc brésilien battait déjà son plein, que les Belges se sont intéressés plus profondément aux provinces du Nord et à l'immense arrière-pays. Quant à la figure de Léopold II et ses visées sur le Mato Grosso et l'Amazonie, elles sont ici bien mises en évidence, mais l'empire belge dans ces deux régions s'écroula presque aussi vite qu'on l'avait échaudé, les raisons principales de cet échec se trouvant surtout dans la précipitation et dans le manque de tactique des Belges.

— Anita POLETTI, *La S.A. sucrerie et raffinerie de Pontelongo. L'expérience d'un groupe sucrier belge dans la Valle Padana pendant la première moitié du XX^e siècle, 1908-1945* (p. 113-126), tente, d'une part, de retracer la dynamique interne de la Société, son insertion dans l'industrie sucrière italienne et, d'autre part, d'analyser les vestiges archéologiques des deux complexes industriels de Pontelongo et Bottrighe. L'Auteur fait, pour cela, appel à diverses disciplines afin de mieux comprendre le phénomène d'intégration et de développement de Pontelongo. La démarche relève ici plus particulièrement des préoccupations de l'archéologie industrielle proprement dite, conçue comme «lieu fertile de rencontres et de travaux interdisciplinaires». Notons à ce propos quelques remarques sur l'histoire matérielle des usines de Pontelongo et de Bottrighe: «Respectivement construits en 1909 et 1913, leurs bâtiments manifestent dans leur architecture une rupture avec la fin du XIX^e siècle. Leur structure portante de fer, leur gigantisme, leur absence totale de décor offrent une image des nouvelles conceptions de rentabilité que connaît l'industrie capitaliste. Les édifices sont conçus comme de grands containers et diffusent l'image d'assemblage en dehors de toute typologie existante: volumes réduits à la stricte nécessité que dénoncent les structures portantes, réservoirs, cheminées... Ces constructions, œuvres d'ingénieurs, ne possèdent plus aucune préoccupation formaliste (...). On se limite à la distinction entre espace servant et espace servi, qui aura évidemment une forte répercussion sur l'architecture fonctionnaliste» (p. 126; voir photos entre p. 120 et 121).

— On mentionnera encore le rapport de Roland BAETENS, *De Archieven van de «Agence Maritime Internationale» en de «Compagnie Maritime Belge»* (p. 215-234), l'Auteur nous donnant entre autres un inventaire détaillé des papiers de l'«Agence Maritime Internationale» d'Anvers.

— Telles sont, rapidement résumées, les communications pouvant attirer notre attention. Afin d'être exhaustif, signalons encore les autres articles contenus dans ce volume qui, bien que très intéressants, sont plus loin de nos préoccupations: Nadine LUBELSKI-BERNARD, *Images du nouveau monde ramenées par quelques Belges à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle* (p. 127-146); Jean-Luc VELUT, *Détresse matérielle et découverte de la misère dans les colonies belges d'Afrique centrale, ca. 1900-1960* (p. 147-186); Luc VINTS, *Film en koloniale propaganda, 1895-1960* (p. 187-203); Luc DUERLOO, *De koloniale lintjesrege* (p. 205-214); Henk L. WESSE-LING, *De Overzee studies in Nederland: historische ontwikkeling en hedendaagse perspectief* (p. 235-244); Michel DUMOULIN et Jean HANOTTE, *La Belgique et l'Etranger, 1830-1962. Bibliographie des travaux parus entre 1969 et 1985* (p. 245-323).

Jean-Pierre HENDRICKX

□ **Les grandes friches industrielles.** Paris, La Documentation française, 1986. In-8, 149 p., ill., tab. Fr.fr. 70.

Usines abandonnées, installations industrielles démolies en tout ou en partie, vastes terrains encombrés de ferrailles rouillées, de blocs de béton et autres amoncellements de déchets: le spectacle des friches industrielles est devenu fréquent aux portes de nos villes et parfois même jusque dans leur centre, témoin de l'ampleur de la mutation économique actuelle. Que faire de ces friches? Telle est la question à laquelle tente de répondre, pour la France du moins, l'ouvrage sous rubrique, qui est le rapport d'un groupe de travail interministériel présidé par J.-P. Lacaze et mandaté par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR).

Dans une première partie, réservée au rapport proprement dit, les responsables se sont attachés à réunir les données d'une vision d'ensemble du problème et à procéder à une analyse des mécanismes de réaffectation des friches pour en préciser les logiques et les difficultés, difficultés qui ne manquent pas si l'on sait qu'en décembre 1985 — date de remise du rapport susdit — on pouvait avancer pour la France entière un chiffre de l'ordre de 15 à 20.000 hectares de friches (dont 10.000 hectares rien que pour le Nord-Pas-de-Calais). Au terme d'une analyse très dense (p. 7-35), il appert notamment que la question des friches apparaît comme une question complexe, qui concerne les collectivités publiques de tous les niveaux et comporte de nombreux aspects. Elle n'appelle ni solution radicale, ni grande réforme institutionnelle, mais doit au contraire être posée de manière durable car elle risque, dans l'avenir, d'intéresser de nouvelles villes et de nouvelles régions. Il convient également de passer plus franchement d'une problématique d'aménagement à une problématique de requalification des paysages et de gestion des réserves foncières à long terme, ce qui ne signifie nullement qu'en donnant ainsi la priorité aux thèmes du paysage, l'on abandonne toute perspective de redécollage économique des agglomérations concernées. Mais les discussions du groupe de travail du DATAR ont surtout porté sur la question du rôle de l'Etat et sur les moyens de financement de la reconquête paysagère des friches et des mises en réserve foncière.

La seconde partie de l'ouvrage (p. 37-146) contient pêle-mêle toute une masse de documents annexes ayant servi de support au rapport; il y est, entre autres, question de l'attitude, face aux friches, du Ministère de l'urbanisme, du logement et des trans-

ports, du Ministère de la culture et du Ministère de l'environnement. Sont analysés ici certains cas-types plus précis: «friches industrielles et problèmes de pollution»; «pay-sage et friches industrielles», etc. Sont également mentionnés dans ces pages, en plus de données factuelles par région (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Rhône-Alpes, Ile de France), des exemples de réutilisation des friches: le parc des Glissoires à Lens-Avion, un ancien site houiller remodelé en parc de loisirs à vocation de promenade et de pêche; l'usine Strafrance de Saint-Chamond dans la Loire, une teinturerie recon-vertie pour l'accueil de P.M.E. et de P.M.I.; «le nouveau monde des Schtroumpfs», un parc à vocation internationale avec animations centrées notamment sur les télécom-munications et des attractions spectaculaires, vaste projet en cours de réalisation situé sur les quelque 300 hectares de l'ancienne usine Sacilor en Lorraine. A noter plus spécialement, pour notre discipline, les quelques pages relatives aux rapports entre le patrimoine industriel proprement dit et les friches: «Ce n'est qu'avec une action de sensibilisation de grande envergure auprès de tous les acteurs intervenant sur les fri-ches que l'on pourra éviter des traitements radicaux qui ont lieu à l'heure actuelle sur bien des sites. Il est indispensable de veiller à ce que les traces précieuses de l'activité industrielle depuis le XIX^e siècle soient mises en mémoire à l'intention des générations futures» (p. 48). A épingler encore, dans le domaine de l'anthropologie industrielle, le témoignage pathétique datant de 1985 d'un lamineur lorrain (p. 34-35).

On comparera utilement le contenu de ce rapport du DATAR avec les Actes du colo-loque organisé par notre association le 18 novembre 1987 à Bruxelles sur le thème de la «Reconversion des sites industriels désaffectés» (cfr **Patrimoine industriel**, numéro spécial 12, mai 1988).

Jean-Pierre HENDRICKX

□ **A Seraing. Des travailleurs témoignent, 1886-1986.** Bruxelles, Carhop, 1986. In-8, 165 p., ill.

A l'occasion du centenaire des troubles de 1886, la Cellule «Mémoire Ouvrière de Seraing» a tenu à présenter un volume qui n'est pas le fruit d'historiens patentés, mais bien le résultat d'une quinzaine de témoignages d'ouvriers sérésiens de sensibilité socialiste et surtout chrétienne. Cet ouvrage émane donc des travailleurs eux-mêmes qui ont voulu retrouver un peu de leur histoire et de leur passé. Laissant délibérément de côté, sauf exceptions, les grands événements, le but poursuivi par cette équipe était simplement de restituer son «vécu» et sa quotidienneté.

Partant — en guise de comparaison — de la célèbre Enquête du travail de 1886 et y faisant souvent référence, ces témoignages sont distribués autour de quatre grands thèmes formant la trame du récit: le travail (conditions, durée, salaires, sécurité-hygiène, maladies professionnelles, accidents, caisses de secours, pensions); les relations dans le milieu du travail (rapports humains dans l'entreprise, luttes ouvrières, syndicats); la vie quotidienne (conditions de vie, instruction et apprentissage, engage-ment au service de la classe ouvrière); l'immigration.

Concrètement, les témoins interrogés racontent surtout ce qu'ils ont vécu durant l'entre-deux-guerres, mais parfois leurs souvenirs remontent plus haut dans le temps (début du XX^e siècle); parfois aussi, ces ouvriers parlent de la situation d'après la deuxième guerre, par exemple l'histoire de l'immigration ou les grandes grèves de l'hiver 1960-1961. Quant aux illustrations qui parsèment l'ensemble, elles sont des

documents d'époque en même temps que des témoins muets mais très significatifs de la condition socio-économique de jadis.

Bref, nous disposons ici de témoignages à l'état brut sur lesquels l'historien pourra faire jouer son esprit critique à la recherche d'un pan important de la mémoire collective et ouvrière sérésienne. Un seul regret, l'absence d'un cadre plus développé et plus précis de la vie sérésienne dans laquelle viennent s'enchâsser les documents susdits. De plus, vouloir brosser un aperçu de la condition ouvrière, même locale, uniquement à partir d'une quinzaine de témoignages choisis en vertu de critères qui nous échappent, n'est-ce pas un peu... court?

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Passé, présent et avenir de la construction métallique en Europe

Le bulletin mensuel «Fabrimétal», organe de la fédération belge du même nom, publie (déc. 88, janv. et févr. 89), sur le thème : «1989, année européenne de la construction métallique», trois notices d'un total de 37 pages, consacrées aux réalisations notoires du passé, du présent, voire du futur immédiat dans ce domaine. Abondamment illustrée, cette matière fait une place aux grands précurseurs comme Eifel, Balat, Horta, en s'étendant quelque peu sur des œuvres en cours de restauration telles la Maison Waucquez à Bruxelles et la gare centrale d'Anvers. Il y est aussi question des projets architecturaux de l'Institut Saint-Luc de Tournai, de la plate-forme de forage autopropulsée «Yatzy», du futur pavillon de la Belgique à Séville en 1992, de la «menuiserie métallique», de la technologie de pointe verre-métal... Un «tour de l'Europe en métal» évoque des constructions nouvelles ou récemment réhabilitées : Orsay à Paris, «Nemausus» à Nîmes, le centre de recherche de l'Université de Berlin, la galerie Hay à Londres, le Musée Ferroviaire de Lucerne, le hall des sports de St-Gallen, le pont de Tai di Cadone à Belluno, le jardin tropical d'Arnhem, le World Trade Center de Rotterdam, le mât (300 m) de réception de la 2e chaîne danoise de télévision, le Centre informatique de l'Etat à Luxembourg, etc...

Le caractère sommaire et forcément quelque peu hétéroclite de ces rubriques n'enlève rien à leur valeur technique et surtout aux pistes d'intérêt et de recherche qu'elles suggèrent pour tous ceux qui se préoccupent de civilisation industrielle et qui restent attentifs aux traces matérielles que celle-ci a laissées ou laissera tôt ou tard.

Claude GAIER

Classement

○ Dans ses éditions du 5 décembre 1988, le journal «Le Soir» fait état du sauvetage en cours de certaines machines des anciennes usines à cuivre de **Moulins** (Anhée), machines qui seront déposées au Musée du Fer à Liège et à celui de Marchienne-au-Pont à Charleroi. «Heureuse initiative», conclut l'auteur de l'article. Assurément, il reste qu'on peut s'interroger sur le sort des bâtiments eux-mêmes, qui en valent aussi la peine, et sur lesquels un dossier de proposition de classement, au moins partiel, chemine depuis quelques mois. D'un point de vue général, est-il bénéfique de «dépouiller» les usines de leur outillage, au lieu d'envisager une protection conjointe, «in situ», quitte à préserver temporairement sur place les choses qui le requièrent. Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras!

○ Est classé comme monument le volume, avec la machinerie arrière, du moulin hydraulique dénommé «moulin de Cambron et d'Arenbergh» à **Ronquières** (A.R. du 12.08.88).

Sont proposés au classement comme monuments:

- le pont métallique tournant avec passerelle sur l'ancien canal Charleroi-Bruxelles à **Seneffe** (le site en est déjà classé par A.R. du 7.11.78).

- la tannerie et scierie hydraulique de **Virton**, y compris le mécanisme avec la roue à aubes de la scierie.

Informations et agenda

○ **Groupe de contact «Histoire des techniques»**

On peut définir les techniques comme étant les solutions imaginées par l'homme pour résoudre les problèmes posés par la nature. Le sujet est donc extrêmement vaste.

Pour différentes raisons, professionnelles (université, musée, archives, bibliothèque, Service National des Fouilles...), chronologiques (antiquité, moyen-âge...), méthodologiques (archéologie, histoire, linguistique, physique, chimie,...), les chercheurs qui étudient l'histoire des techniques, sont dispersés, et n'ont que peu l'occasion de se rencontrer. C'est pourquoi le Fonds National de la Recherche Scientifique a donné son accord pour la création d'un groupe de contact «Histoire des Techniques».

Le premier objectif du nouveau groupe de contact est de dresser une liste de tous les intéressés, aussi bien historiens, archéologues, philologues, dialectologues, ingénieurs, physiciens, médecins etc. qu'amateurs. On obtiendra ainsi un aperçu de la situation et on pourra programmer les activités en connaissance de cause.

Probablement en octobre 1989, le groupe de contact organisera une réunion au Museum voor de Oudere Technieken à Grimbergen. Les chercheurs pourront y présenter en une dizaine de minutes leur travail pendant l'année écoulée. Les contributions seront publiées par la suite. Le groupe aurait l'intention d'organiser chaque année une telle réunion. De cette façon, on disposerait annuellement d'un état de la question des recherches en cours.

Si vous êtes intéressés par l'histoire des techniques, au sens large du terme (c.-à-d. aussi bien les mines que la construction, la chirurgie que les métiers, les transports ou la cuisine), transmettez vos nom, adresse et centre d'intérêt au secrétaire du groupe (Johan David, Museum voor de Oudere Technieken, Guldendal 20, 1850-Grimbergen. Tél. 02/269.67.71). Celui-ci prendra contact avec vous.

○ **L'histoire des sciences et des techniques fait-elle réellement partie de l'histoire ?**

Trop souvent, l'histoire des sciences et des techniques est considérée comme un domaine à part. On ne sait trop où la situer, mais il est clair qu'elle pose problème. Les uns, les plus nombreux, l'ignorent, d'autres connaissent son existence mais estiment ne pas devoir en tenir compte.

Un de leurs arguments est que l'historien doit étudier le passé de l'homme. Les sciences et les techniques, et surtout ces dernières, n'ont rien à voir avec cette mission. L'histoire des sciences est laissée aux scientifiques et celle des techniques aux ingénieurs.

Il existe cependant des historiens pour affirmer que l'histoire des sciences et des techniques fait partie intégrante de l'histoire tout court, qu'elle est, tout comme l'histoire de l'économie, de l'art ou de la philosophie, un éclairage d'un même passé.

«L'histoire des sciences et des techniques fait-elle réellement partie de l'histoire?» est le titre, provocateur, d'une journée d'étude organisée par le Centre National d'Histoire des Sciences et les groupes de contact du F.N.R.S. «Histoire des Techniques» et «Histoire des Sciences expérimentales» le 10 mai 1989 à la Bibliothèque Royale Albert 1^{er}.

Neuf orateurs y présenteront une communication portant sur les aspects recherche, épistémologie et enseignement de l'histoire des sciences et des techniques: G. Despy (U.L.B.), R. Fox (Oxford), H. Elkhadem (C.N.H.S.-U.L.B.), Ch. Vandenbroeke (R.U.G.), A. Fenton (Edinburgh), J. David (M.O.T.), J.J. Heirwegh (U.E.M.), K. van Camp (R.U.K.A.), R. Leboutte (M.F.C.).

Renseignements: Centre National d'Histoire des Sciences, Bibliothèque Royale, Boulevard de l'Empereur 4, 1000 Bruxelles. Tél. 02/519.57.40

○ **Bouwen voor de Industrie**

Le «Museum voor Industriële Archeologie en Textiel» (Musée industriel de la Ville de Gand) organise du 21 avril au 25 juin 1989 une exposition sur les bâtiments industriels construits à Gand entre 1700 et 1950. A l'occasion de cette exposition sera publié un inventaire du patrimoine industriel de cette ville qui fut, surtout au 19^e siècle, la plus industrialisée de Flandre.

Renseignements: Centrum voor Kunst en Cultuur, 9, Sint-Pietersplein, 9000 Gent.

○ **Colloque du Conseil de l'Europe**

«Les Outils de la Mémoire» ou «Comment conserver les diverses traces de l'évolution de la civilisation industrielle?», tel est le titre du colloque organisé par le Conseil de l'Europe du 10 au 15 avril 1989 et sur lequel nous reviendrons dans le prochain bulletin P.I.W.B.

Renseignements: Secrétariat général du Conseil de l'Europe, Division de la Conservation Intégrée du Patrimoine Historique, B.P. 431 R6 F 67006 Strasbourg-Cedex.

○ **Prix du Patrimoine Naturel et Culturel 1989**

Organisé par la «Conservation Foundation» et patronné par Ford Motor Cy (Belgium) s.a., ce prix s'adresse notamment aux archéologues industriels promoteurs d'initiatives dans la catégorie «Patrimoine Culturel».

Pour la protection, la rénovation et la réaffectation de bâtiments remarquables civils, religieux ou industriels, la rénovation d'ensembles constituant le milieu urbain ou rural ainsi que les espaces publics caractéristiques de ces entités. Les travaux en faveur des musées, les témoignages d'activités artisanales ou industrielles, les archives et manuscrits et les œuvres artistiques entrent également en ligne de compte dans cette catégorie.

Renseignements: Info Public, Isabelle Hardy, Boulevard Lambert 436, 1030 Bruxelles, T. 02/242.37.98.

○ **Exposition «150 ans de chemins de fer dans la région du centre», Ateliers du Bois-du-Luc, du 30 avril au 29 octobre 1989**

La naissance des chemins de fer a marqué profondément l'image de beaucoup de pays; elle a métamorphosé l'environnement et changé la notion de temps et de distance.

Depuis leurs débuts, les chemins de fer constituent un élément prépondérant du développement industriel et commercial.

Si l'Angleterre est considérée comme le berceau des chemins de fer, la Belgique a permis le développement le plus rapide de ce nouveau moyen de transport. Son réseau est resté pendant longtemps le plus dense du monde. Sa construction se rattache à la création du nouvel Etat belge. C'est une de ses premières réalisations économiques.

Alors que le train est d'habitude considéré comme le symbole du départ, du voyage, de l'évasion, de l'aventure..., son image dans la région du Centre est beaucoup moins romantique.

Le développement des chemins de fer y conditionnait en effet la vie économique: le train représentait surtout le moyen de transport du charbon le plus rapide et le moins coûteux.

Dans la vie quotidienne de ses habitants, il permettait de se rendre au lieu de travail.

Cette année, verra la célébration du 150e anniversaire de la première ligne ferrée, celle qui a relié des charbonnages à l'embranchement du

canal de Charleroi à Bruxelles, à la Croyère.

Entrepris en 1827 sous les Hollandais et achevé sous le régime belge en 1832, le canal Charleroi-Bruxelles passait un peu trop au nord du bassin houillier du Centre. En 1833, il fut décidé de créer la Société des Embranchements du Canal de Charleroi à Bruxelles. Ces embranchements furent prévus de Seneffe, à l'endroit appelé ensuite «l'Origine», vers Bellecourt d'une part et vers Houdeng-Goegnies, La Louvière et La Croyère d'autre part. Deux des embranchements, celui de Bellecourt et celui de La Croyère, devaient être prolongés par un chemin de fer, dans le premier cas vers le lieu-dit Marie La Guerre à proximité des puits de Bascoup et de Mariemont, dans le second cas vers les charbonnages d'Haine-Saint-Pierre et de La Hestre ainsi que ceux de Houssu. Ces lignes de chemin de fer à voie étroite de 1,10 mètre, qui étaient posées sur des dés en pierre dans leur première version, entrèrent en service le 5 août 1839 en même temps que les voies d'eau correspondantes.

A cette occasion, l'Ecomusée régional du Centre prépare une exposition intitulée «150 ans de chemins de fer dans la région du Centre».

Son sujet sera divisé en trois parties :

La première partie suivra le développement des chemins de fer. On montrera les grands moments de la construction du réseau ferré, d'une part sur le territoire belge, d'autre part dans la région du Centre.

La seconde partie sera consacrée à l'évolution technique du matériel, tel que les locomotives, les voitures, les wagons, les voies.

La troisième partie évoquera l'aspect social des chemins de fer. Les professions liées à l'activité ferroviaire; l'histoire des gares de la région, leur architecture; le développement du commerce à proximité des gares.

L'exposition sera présentée du **30 avril au 29 octobre 1989** au siège de l'Ecomusée régional du Centre, Ateliers du Bois-du-Luc, rue Saint-Patrice à 7071 Houdeng-Aimeries. Des visites guidées seront organisées à la demande. **Renseignements**: 064/28.20.00.

○ **Les Brasseries Wielemans-Ceupens à Forest**

C'est le 29 septembre 1988 que le dernier brassage s'est fait dans l'usine fondée à Forest en 1880. Un mois plus tard LA FONDERIE engageait l'action et lançait dans la presse un cri d'alarme pour la sauvegarde des éléments de ce patrimoine industriel et social particulièrement important pour la région bruxelloise.

Parallèlement LA FONDERIE insistait pour voir maintenu un avenir industriel à ce site, de manière à garder production et possibilités d'embauches à la jeune région.

En effet, les brasseries Wielemans étaient les dernières brasseries de la région, pourtant de tout temps célèbre pour ses bières. Les fameuses cuves, connues de tous les voyageurs vers Charleroi et Mons, de tous les Bruxellois, étaient directement menacées. L'on sait pourtant combien elles appartiennent au paysage bruxellois.

Depuis avril 1988, le groupe BELBREW, issu des alliances Artois-Jupiler-Safir-Mont St Guibert et d'autres, nouveau propriétaire des Brasseries Wielemans en 1980, avait décidé de fermer l'usine de Bruxelles non rentable et où les expansions étaient impossibles, parce qu'il s'agissait aussi de réaliser le bien pour moderniser l'unité centrale du groupe à Louvain dans la perspective de l'Europe 1992.

L'appel de LA FONDERIE a été largement répercuté dans la presse, bien au-delà de ce que LA FONDERIE espérait. C'est dire d'une part l'importance sociale et culturelle du site, d'autre part que les esprits enfin s'ouvraient à la sauvegarde de ce type de patrimoine.

De concert avec A. DEGROEVE, bourgmestre de Forest, une table-ronde a été convoquée, réunissant tous les partenaires depuis le propriétaire jusqu'aux mandataires régionaux concernés. Le Groupe BELBREW n'a pas été très collaborant, incitant même le récupérateur de métaux à accélérer son travail qui, comme par hasard, débutait par le découpage des cuves de cuivre. Après de nombreux contacts et réunions et avec l'appui de l'exécutif de la région, l'intervention de la S.D.R.B. (Société de développement régional bruxellois) a permis d'arrêter le saccage.

Aujourd'hui quatre des huit cuves sont sauvées. La salle des machines, qui comprend une unité vapeur CARELS, couplée par un volant de cinq mètres de diamètre à un compresseur SULZER à cylindres horizontaux de 1905, et un compresseur DELAVERGNE à pistons verticaux construit spécialement pour Wielemans en 1894, est sauvée. Deux autres immeubles du site, la façade reconstruite de l'ancienne Caisse d'Epargne située en 1889 place De Brouckère, et l'ancienne salle de brassage de 1903 sont sauvés.

L'ancien entrepôt à houblon, contenant aussi une touraille avec le matériel d'époque (1880), entrepôt dont tout l'intérieur est en planchers de bois sur poteaux de bois, sans doute l'unique exemplaire à

Bruxelles, cet entrepôt risque fort de passer sous la pioche: le prix au mètre carré est vraiment trop cher et les imaginations si peu fertiles...

Les projets? Deux promoteurs sont présents. Aux dernières nouvelles l'un aurait acheté. Ils souhaitent investir pour trois milliards en un pôle semi-industriel cachant sans doute un peu trop de bureaux. La salle de brassage sera de toute façon débit de boissons ou restaurant. Une convention fixera définitivement l'avenir des cuves dans le cadre d'un classement.

La salle des machines servira sans doute de pôle à un «Centre de vulgarisation des sciences, techniques appliquées à l'industrie», dans le cadre d'un projet déjà bien avancé auquel contribue, outre la Fonderie, la S.R.B.I.L. (Société Royale Belge des Ingénieurs et Industriels), sous la direction du Professeur Halleux.

Chaque semaine, des éléments nouveaux apparaissent dans cette affaire. Mais si tout reste à faire pour la réaffectation, l'essentiel est fait, sauvegarder un peu plus du patrimoine industriel bruxellois.

G. VANDERHULST

○ **Quel cachet!**

100 ans de modèles industriels déposés à Bruxelles

Découvrir la dynamique entre création et entreprise à travers une exposition

LA FONDERIE a pour mission de développer des recherches, des formations et des animations sur le vécu industriel et social de la Région bruxelloise.

Dans ce cadre d'actions, **LA FONDERIE organise**, avec l'appui de la Région bruxelloise et le soutien de la Province de Brabant, de la Communauté française et de l'Echevinat des Beaux-Arts et des Affaires culturelles de la Ville de Bruxelles, une exposition sur les prototypes et les modèles industriels déposés au Conseil des Prud'hommes de Bruxelles.

La protection juridique de l'objet manufacturé — invention technologique ou nouveauté commerciale — indispensable dans la dynamique marchande du 19^e siècle comme de nos jours, se traduit par un dépôt au Conseil des Prud'hommes. L'ensemble de ces dépôts, couvrant un siècle, fut déposé aux Archives Générales du Royaume suite à la Convention internationale Benelux qui, en 1975, transforma la législation en vigueur. LA FONDERIE se vit confier la tâche d'inventorier et de faire connaître au public la richesse de ce fonds.

Les objets, choisis parmi 20.000 pièces de toutes natures et dimensions enfermées dans des boîtes cachetées, reflètent le dynamisme innovateur et la créativité des industries bruxelloises d'hier et d'aujourd'hui.

Cette manifestation rappelle l'importance du lien «ville/petites et moyennes entreprises» pour le passé et pour le développement actuel de Bruxelles. Par le rassemblement axé sur huit thèmes (textile, consommation, industries d'art, fonderies, loisirs, électro-ménager, transports), ces objets de consommation, hors de leur contexte de fabrication, deviennent autant de témoins de l'imagination des créateurs épousant ou façonnant les désirs du consommateur et autant de traces de l'histoire des goûts et des modes.

LA FONDERIE espère y attirer un public curieux de saisir l'évolution de la mode et des technologies des biens de consommation et, par là, la dynamique socio-économique de Bruxelles pendant un siècle.

LA FONDERIE vous convie à une certaine histoire des mentalités.

L'exposition s'articule autour de **neuf thèmes** qui n'ont d'autre prétention que celle de présenter le souci des entreprises de plaire au «Bruxellois moyen» dans sa quotidienneté d'acheteur et non celle d'être un exact échantillonnage de l'industrie bruxelloise dans son ensemble.

Informations pratiques :

Du mercredi 26 avril au 13 mai 1989 de 10 à 18 heures au 4ème étage du Centre Anspach

Prix d'entrée : 100 F (réductions prévues)

Renseignements : 02/522.30.80.

T.I.C.C.I.H. Belgium

○ Septième Congrès International d'Archéologie Industrielle en 1990 en Belgique

L'association «T.I.C.C.I.H. Belgium» est la branche belge d'une importante association internationale, «THE INTERNATIONAL COMMITTEE for the CONSERVATION of the INDUSTRIAL HERITAGE». Seuls les Etats sont représentés. Ainsi en juin 1984, s'est créée la branche belge chargée de la représentation à l'étranger.

Le T.I.C.C.I.H. Belgium est constitué de trois ensembles:

1. Le P.I.W.B. (Patrimoine Industriel Wallonie Bruxelles, a.s.b.l.)
2. Le V.V.I.A. (Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie, v.z.w.)
3. Des membres à titre personnel.

Pour la tenue de ce septième CONGRES en 1990, en Belgique (décision prise au Congrès de VIENNE en 1987), il convenait de s'organiser. Le 9 janvier 1989, un nouveau conseil d'administration fut élu avec mission de mettre sur pied cette manifestation.

Sont Président: Guido VANDERHULST du P.I.W.B.,
Secrétaire: Claude GAIER, président du P.I.W.B.,
Trésorier: Paul DE GROOTE, du V.V.I.A.,
Administrateurs: Jean DEFER DU P.I.W.B.,
Jef VAN HOUT du V.V.I.A.

Renseignements: Guido VANDERHULST, T.I.C.C.I.H. Belgium, c/o LA FONDERIE, rue Ransfort 27, B-1080-Bruxelles, tél. 02/522.30.80

Les dates retenues pour ce CONGRES 90 sont du 3 au 8 septembre 1990.

Si les séances de travail du CONGRES se tiendront au Centre de Rencontres de LA FONDERIE à Bruxelles, deux jours seront consacrés à des visites organisées par chacune des deux associations du T.I.C.C.I.H. Belgium. tant en FLANDRE qu'en WALLONIE. Bruxelles ne sera pas oublié pour autant.

Les thèmes proposés pour ce CONGRES:

1. Energie et matières premières,
2. Transports et communications,
3. Technologies agro-alimentaires,
4. Influence mutuelle des progrès techniques et industriels.

Ce sont des applications concrètes de valorisation du patrimoine, et non des considérations théoriques ou historiques, qui doivent être présentées.

C'est donc une occasion exceptionnelle que la tenue de ce SEPTIEME CONGRES D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE en Belgique, Toutes les contributions seront bienvenues. Aujourd'hui il s'agit d'obtenir les moyens et financements, tant des pouvoirs publics que du secteur privé.

Guido VANDERHULST
Président.

Vie de l'association

Visite du P.I.W.B. dans la région de Courtrai.

Une quarantaine de membres étaient présents lors de la visite du 10 septembre organisée par nos collègues du V.V.I.A. (Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie).

Ils ont été reçus et guidés, avec beaucoup de chaleur dans la région linière des environs de Kortrijk (Courtrai) qui témoigne particulièrement de l'intérêt du patrimoine industriel flamand.

○ **La vallée linière**

Située aux abords de la Lys dans la province de Flandre-Occidentale, en aval de la frontière belgo-française.

La préparation (rouissage, écangage,...) du lin, et le travail de plantes industrielles (chicorée, tabac,...), la cuisson de tuiles «mécaniques», et les industries dérivées formaient la base économique de cette région.

En raison de la «Famine du Coton» pendant les années de la Guerre de Sécession aux Etats-Unis, les plantations de lin augmentèrent à vue d'œil entre 1860 et 1866, de même que le commerce du lin (8000 tonnes en 1856; 40.000 tonnes en 1880!). Le rouissage se faisait dans les eaux de la Lys. Dès les années 1860, les premières formes de mécanisation sont introduites dans la préparation de ces fibres: invention du fameux «écangueur flamand», introduction de moulins à vent et de



Moulin à écanguer («Preetjes Molen») à Heule (1867, classé monument historique en 1944, probablement le seul survivant en Europe).

machines à vapeur comme force motrice pour le broyage et l'écangage du lin. Vers la fin du siècle dernier, la révolution prit son essor grâce aux frères van Steenkiste, qui mirent au point le rouissage en eau chaude dans des réservoirs en béton, et qui inventèrent la première «turbine» d'écangage entièrement automatique.

Les déchets du lin étaient utilisés dans plusieurs petites industries connexes, comme la production de l'huile de lin (un nombre de moulins à huile, et quelques grandes huileries modernes en témoi-

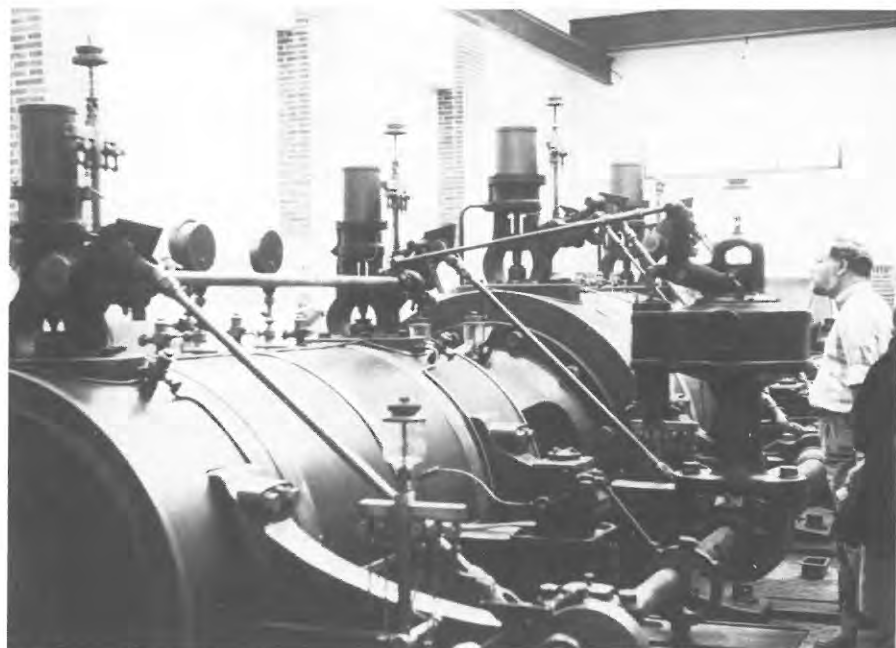
gnent), la production de fourrage et d'engrais utilisant les déchets des huileries et les restes des tiges du lin, la production de panneaux d'agglomérés, etc.

La base de l'archéologie industrielle de cette région repose sur le *Werkgroep Industrieel Erfgoed Leievallei* (Groupe de travail sur le patrimoine industriel de la vallée de la Lys).

Outre ce Groupe de Travail, citons les musées comme le *Musée National du Lin* à Courtrai (un des musées les plus fréquentés en Flandre), le *Musée National de la Chaussure* et le *Musée de la Brosserie* à Izegem, le *Musée Communal du Tabac* existant depuis une dizaine d'années à Harelbeke, et le musée semblable ouvert récemment à Wervicq. La plupart des musées historiques et folkloriques locaux possèdent des richesses industrielles et artisanales à valoriser d'urgence. Les moulins à vent ont déjà reçu une certaine attention, mais dans le passé avec malheureusement peu de connaissance des choses. Le dernier moulin d'écangage, existant à Heule, fut restauré il y a une dizaine d'années, mais il nécessite d'urgence un nouveau traitement de conservation et de restauration.

Le groupe de travail «Vallée de la Lys» découvrit en 1987 que cette région était extrêmement riche en machines à vapeur, dont certaines sont uniques en Belgique. Jusqu'à présent plus de 30 de ces engins ont été inventoriés sur le territoire d'une demi-douzaine de communes.

Mentionnons surtout la tandem-compound de 1645 ch., se trouvant dans l'ancienne centrale électrique d'Izegem : cette machine est maintenant classée monument historique et des projets de restauration sont en voie d'exécution. Outre ces machines, il faut mentionner la «collection» de turbines à vapeur de la centrale «Intercom» à Zwevegem, unique par la variété des techniques, des modèles et des constructeurs (ASEA, Ganz, BBC, VKD,...). Cette série a été conservée ou «congelée» par l'entreprise, et ainsi sauvée pour les générations futures. La VVIA et le Groupe de la Vallée de la Lys ont donné le jour vers la fin de l'année 1986, à une Fondation pour les Machines à Vapeur dans le Sud et le centre de la Province de la Flandre Occidentale. Celle-ci essaiera de sauver ces machines si possible dans leur milieu naturel en concluant des accords avec les propriétaires, en démontant et en sauvant les machines menacées, et en développant un circuit entre les différents sites. Cette «Fondation» a déjà réussi la sauvegarde de deux machines énormes (dont une avec volant d'un diamètre de 4 m!) qui étaient destinées à la mitraille, dans la tuilerie du «Sterreberg» à Aalbeke.



Ancienne centrale électrique d'Izegem : Machine à vapeur/tandem compound SEM. Carels-Vandenkerchove; 1937; 1645 CV, course 1100 mm, $\varnothing$ cylindres: 660 et 1140 mm, 107 tr/min.

○ **La centrale de Zwevegem**

Après cette promenade à travers la Vallée linière, les membres de P.I.W.B. ont visité la centrale électrique «Intercom» de Zweveghem, ci-dessus citée érigée en véritable musée de turbines à vapeur, cette réalisation véritablement exemplaire mérite les éloges de tout partisan de la conservation du patrimoine industriel du secteur énergétique.

Appel à tous!

(«Bulletin» du P.I.W.B.)

Nous cherchons de la matière rédactionnelle sur :

1. Articles et notes.

2. Publications et informations.

(livres/revues/actes/mémoires de fin d'études/revues de presse/
notes de lecture).

3. Protection.

(classements/législation/projets de réhabilitation/menaces et destruction).

4. Agenda.

(expos/manifestations/congrès/informations diverses/annonces).

5. Vie de l'association.

(rapports et administration P.I.W.B. : personalia/divers).

N.B. (les rubriques seront remplies en fonction des envois et des circonstances).

L'**échéance** des envois pour le n° **15** est fixée au 15 juin 1989. Merci!

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles

Association sans but lucratif — siège social :
Musée d'Armes, Quai de Maestricht, 8, B-4000 Liège (Belgique)
Tél. 041/23.31.78 ou 23.15.62

Conseil d'administration

Président: Claude GAIER
Vice-Président: Jacques LIEBIN
Secrétaire: Jean DEFER
Trésorier: Claude-M. CHRISTOPHE

Membres: Albert BAETEN, André DAGANT, Henri-Joseph DELREE,
Jean-Pierre DUCASTELLE, Jean-Pierre GAILLIEZ, Luc-F. GENICOT,
Roger MOSSERAY, Jacques REYBROECK, Guido VANDERHULST,
Jean-Jacques VAN MOL.

Cotisations annuelles

Membre effectif:	FB 300
Membre adhérent:	FB 200
Membre adhérent protecteur:	FB 3.000

A verser au compte 068-2019930-29 de l'A.S.B.L.
Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,
8, Quai de Maestricht, 4000 Liège.

Bulletin périodique

Publié avec l'aide de la Communauté Française
Rédaction: Luc-F GENICOT ou Jean-Pierre HENDRICKX, c/o C.H.A.B.
Collège Erasme, place Blaise Pascal, 1,
B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE — Tél. 010/47.48.73 ou 47.49.19
ou 47.45.89

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui concerne les opinions
émises et les illustrations utilisées par les auteurs.

Les auteurs d'articles ont droit à dix exemplaires justificatifs du bulletin, les
auteurs de comptes rendus et de notes d'information à cinq exemplaires.

Editeur responsable: Claude GAIER, Musée d'Armes
8, Quai de Maestricht — B-4000 LIEGE.